



**PRÉFET
DE SEINE-ET-MARNE**

*Liberté
Égalité
Fraternité*

**Direction régionale et interdépartementale
de l'environnement, de l'aménagement et
des transports d'Île-de-France**

Unité départementale de Seine-et-Marne
14 rue de l'Aluminium
77547 Savigny-Le-Temple

Savigny-Le-Temple, le

09 JAN. 2025

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 12/12/2024

Contexte et constats

Publié sur **GÉORISQUES**

VENTE-PRIVEE LOGISTIQUE

249 avenue du Président Wilson
93210 Saint-Denis

Références : E/25-
Code AIOT : 0006501791

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 12/12/2024 dans l'établissement VENTE-PRIVEE LOGISTIQUE implanté 24/26 RUE DENIS PAPIN ZI DE MITRY COMPANS 77290 Mitry-Mory. L'inspection a été annoncée le 12/11/2024. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- VENTE-PRIVEE LOGISTIQUE
- 24/26 RUE DENIS PAPIN ZI DE MITRY COMPANS 77290 Mitry-Mory
- Code AIOT : 0006501791
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non

Entrepôt de stockage et de préparation/retour de commandes classé à Enregistrement au titre de la rubrique 1510 (entrepôts couverts) de la nomenclature des ICPE.

L'établissement dispose de l'arrêté préfectoral d'autorisation n° 09 DAIDD 1IC 059 du 25/02/2009.

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
 - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
 - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection ⁽¹⁾	Proposition de délais
4	Moyens de lutte contre l'incendie et Maintenance	Arrêté Ministériel du 11/04/2017, article II > 13. et Arrêté préfectoral du 25/02/09, art. 8.1.4.4	Demande de justificatif à l'exploitant	4 mois

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
1	Dispositions applicables aux installations à enregistrement [...]	Arrêté Ministériel du 11/04/2017, article II > 1.4. I.	Sans objet
2	Accessibilité au site	Arrêté Ministériel du 11/04/2017, article II > 3.1.	Sans objet
3	Documents à disposition des services d'incendie et de secours	Arrêté Ministériel du 11/04/2017, article II > 3.5.	Sans objet
5	Évacuation du personnel	Arrêté Ministériel du 11/04/2017, article II > 14.	Sans objet
6	Installations électriques [...]	Arrêté Ministériel du 11/04/2017, article II > 15.	Sans objet
7	Surveillance et contrôle des accès	Arrêté Ministériel du 11/04/2017, article II > 25.	Sans objet
8	Eaux pluviales susceptibles d'être polluées	Arrêté Préfectoral du 25/02/2009, article 4.3.9	Sans objet
9	Déchets non dangereux	Arrêté Préfectoral du 25/02/2009, article 5.3.2	Sans objet
10	Protection contre la foudre	Arrêté Préfectoral du 25/02/2009, article 7.3.3	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

L'exploitant a présenté l'ensemble des documents demandés ainsi que le tableau de suivi des interventions effectuées dans son établissement.

Ce suivi permet de mettre en évidence les éventuelles non-conformités identifiées lors des différents contrôles afin de mettre en place rapidement les actions correctives nécessaires à la levée de ces non-conformités sous un délai ne dépassant pas trois mois.

L'exploitant doit transmettre un test de débit en simultané des trois poteaux incendie situés à proximité de son établissement.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Dispositions applicables aux installations à enregistrement [...]

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 11/04/2017, article II > 1.4. I.
Thème(s) : Risques chroniques, Etat des stocks
Prescription contrôlée : L'exploitant tient à jour un état des matières stockées, y compris les matières combustibles non dangereuses ou ne relevant pas d'un classement au titre de la nomenclature des installations classées. Cet état des matières stockées permet de répondre aux deux objectifs suivants : 1. servir aux besoins de la gestion d'un événement accidentel ; en particulier, cet état permet de connaître la nature et les quantités approximatives des substances, produits, matières ou déchets, présents au sein de chaque zone d'activités ou de stockage. Cet état est tenu à disposition du préfet, des services d'incendie et de secours, de l'inspection des installations classées et des autorités sanitaires, dans des lieux et par des moyens convenus avec eux à l'avance ; [...]
Constats : L'exploitant dispose d'un état des stocks en ligne permettant d'être accessible à tout moment et à distance si besoin.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 2 : Accessibilité au site

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 11/04/2017, article II > 3.1.
Thème(s) : Risques chroniques, Accès secours
Prescription contrôlée : L'installation dispose en permanence d'un accès au moins pour permettre à tout moment l'intervention des services d'incendie et de secours. L'accès au site est conçu pour pouvoir être ouvert immédiatement sur demande des services d'incendie et de secours ou directement par ces derniers. L'exploitant informe les services d'incendie ou de secours de l'implantation et des conditions d'accès au site.
Constats : L'exploitant a mis en place les équipements nécessaires pour accéder à son établissement en cas d'intervention des services d'incendie et de secours.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 3 : Documents à disposition des services d'incendie et de secours

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 11/04/2017, article II > 3.5.
Thème(s) : Risques accidentels, Mise à disposition des documents
Prescription contrôlée : L'exploitant tient à disposition des services d'incendie et de secours : - des plans des locaux avec une description des dangers pour chaque local présentant des risques particuliers et l'emplacement des moyens de protection incendie ; - des consignes précises pour l'accès des secours avec des procédures pour accéder à tous les lieux Ces documents sont annexés au plan de défense incendie défini au point 23 de cette annexe.

Constats :

L'exploitant a disposé un exemplaire du plan de défense incendie ainsi qu'un plan de l'établissement au format A3 dans chacune des trois boîtes étanches situées à proximité des portillons d'accès de la rue Denis Papin (face aux poteaux incendie) et dans la loge située à l'entrée du site.

Type de suites proposées : Sans suite

N° 4 : Moyens de lutte contre l'incendie et Maintenance

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 11/04/2017, article II > 13. et arrêté préfectoral du 25/02/09, Art. 8.1.4.4

Thème(s) : Risques accidentels, Vérification des moyens de lutte contre l'incendie

Prescription contrôlée :

Article II > 13 de l'AM du 11/04/2017 :

L'installation est dotée de moyens de lutte contre l'incendie appropriés aux risques, notamment : d'un ou de plusieurs points d'eau incendie, tels que :

- a. Des prises d'eau, poteaux ou bouches d'incendie normalisés, d'un diamètre nominal adapté au débit à fournir, alimentés par un réseau public ou privé, sous des pressions minimale et maximale permettant la mise en œuvre des pompes des engins de lutte contre l'incendie ;
- b. Des réserves d'eau, réalimentées ou non, disponibles pour le site et dont les organes de manœuvre sont accessibles en permanence aux services d'incendie et de secours.

Les prises de raccordement sont conformes aux normes en vigueur pour permettre aux services d'incendie et de secours de s'alimenter sur ces points d'eau incendie.

L'accès extérieur de chaque cellule est à moins de 100 mètres d'un point d'eau incendie. Les points d'eau incendie sont distants entre eux de 150 mètres maximum (les distances sont mesurées par les voies praticables aux engins des services d'incendie et de secours) :

- d'extincteurs répartis à l'intérieur de l'entrepôt, sur les aires extérieures et dans les lieux présentant des risques spécifiques, à proximité des dégagements, bien visibles et facilement accessibles. Les agents d'extinction sont appropriés aux risques à combattre et compatibles avec les matières stockées ;
- de robinets d'incendie armés, situés à proximité des issues. Ils sont disposés de telle sorte qu'un foyer puisse être attaqué simultanément par deux lances sous deux angles différents. Ils sont utilisables en période de gel ; ce point n'est pas applicable pour les cellules ou parties de cellules dont le stockage est totalement automatisé ;
- le cas échéant, les moyens fixes ou semi-fixes d'aspersion d'eau prévus aux points 3.3.1 et 6 de cette annexe.

Les points d'eau incendie sont en mesure de fournir un débit minimum de 60 mètres cubes par heure durant 2 heures. Les points d'eau incendie sont en mesure de fournir unitairement et, le cas échéant, de manière simultanée, un débit minimum de 60 mètres cubes par heure durant 2 heures.

[...]

Dans le trimestre qui suit le début de l'exploitation de tout entrepôt soumis à enregistrement ou à autorisation, l'exploitant organise un exercice de défense contre l'incendie. Cet exercice est renouvelé au moins tous les trois ans. Les exercices font l'objet de comptes rendus qui sont tenus à la disposition de l'inspection des installations classées et conservés au moins quatre ans dans le dossier prévu au point 1.2 de la présente annexe. [...]

Article 8.1.4.4 de l'AP du 25/02/09 :

L'exploitant doit s'assurer d'une bonne maintenance des matériels de sécurité et de lutte contre l'incendie (exutoires, systèmes de détection et d'extinction, portes coupe-feu, colonne sèche notamment) ainsi que des installations électriques et de chauffage. Les vérifications périodiques de ces matériels doivent être inscrites sur un registre.

Constats :

L'exploitant a présenté les rapports de vérifications des moyens de lutte contre l'incendie suivants:

- Désenfumage : contrôlé le 22/02/24 ; levées des observations en date du 24/04/24 ;
- RIA : contrôlés le 01/12/23 puis le 05/12/24 (avec travaux sur les points d'observations entre-temps) l'exploitant n'a pas encore reçu le dernier rapport ;
- Extincteurs : contrôlés le 13/03/24 ; levée des réserves en date du 05/04/24 ;
- Portes CF : contrôlées le 23/02/24 ; levée de réserve en date du 08/07/24 ;
- Sprinklage : contrôlé le 17/10/24 ; pas de NC de fonctionnement ;
- SSI : dernière visite de maintenance en date du 14/10/24 ;
- Poteaux incendie : l'exploitant a indiqué rencontré des difficultés avec le gestionnaire du réseau public pour avoir un test de débit en simultané des PI. Il doit se rapprocher de la Mairie afin d'obtenir des informations complémentaires.

Concernant l'accès extérieur des points d'eau incendie, l'exploitant a fait installer deux portillons donnant sur la rue Denis Papin en face des poteaux incendie situés sur le réseau public afin de réduire les distances jusqu'à ceux-ci.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

L'exploitant doit transmettre un test de débit en simultané des trois poteaux incendie situés à proximité de son établissement. Celui présenté datant de 2017.

Type de suites proposées : Sans suite

N° 5 : Évacuation du personnel

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 11/04/2017, article II > 14.

Thème(s) : Risques chroniques, Exercice d'évacuation

Prescription contrôlée :

Dans le trimestre qui suit le début de l'exploitation de tout entrepôt, l'exploitant organise un exercice d'évacuation. Il est renouvelé au moins tous les six mois sans préjudice des autres réglementations applicables.

Constats :

L'exploitant procède à un exercice d'évacuation deux fois par an. Pour l'année 2024, ces exercices ont été réalisés en date du 05 juin et du 04 décembre.

Type de suites proposées : Sans suite

N° 6 : Installations électriques

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 11/04/2017, article II > 15.
Thème(s) : Risques chroniques, Vérification des installations électriques
Prescription contrôlée : Conformément aux dispositions du Code du travail, les installations électriques sont réalisées, entretenues en bon état et vérifiées. L'entrepôt est équipé d'une installation de protection contre la foudre respectant les dispositions de la section III de l'arrêté du 4 octobre 2010 susvisé.
Constats : Les installations électriques ont été contrôlées en date du 22/02/24, le rapport indique qu'il n'y a pas d'écart à la réglementation. Le détail concernant la vérification des équipements de protection contre la foudre est indiqué au point n°10 du présent rapport.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 7 : Surveillance et contrôle des accès

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 11/04/2017, article II > 25.
Thème(s) : Risques chroniques, Surveillance du site
Prescription contrôlée : En dehors des heures d'exploitation et d'ouverture de l'entrepôt, une surveillance de l'entrepôt, par gardiennage ou télésurveillance, est mise en place en permanence afin de permettre notamment l'alerte des services d'incendie et de secours et, le cas échéant, de l'équipe d'intervention, ainsi que l'accès des services de secours en cas d'incendie, d'assurer leur accueil sur place et de leur permettre l'accès à tous les lieux. Les personnes étrangères à l'établissement n'ont pas un accès libre à l'entrepôt. L'accès aux guichets de retrait, s'ils existent, reste cependant possible. Cette disposition est applicable à compter du 1er janvier 2021.
Constats : Le site dispose d'un gardien en journée et d'une télésurveillance le reste du temps avec détection intrusion et incendie. En cas de déclenchement d'alarme, l'astreinte cadre ainsi que la société de télésurveillance sont alertées et une levée de doute est opérée via les caméras présentes sur site avant un éventuel appel aux services de secours et d'incendie.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 8 : Eaux pluviales susceptibles d'être polluées

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 25/02/2009, article 4.3.9
Thème(s) : Risques accidentels, Séparateur hydrocarbures
Prescription contrôlée : Les eaux collectées sur les parkings et les voies de circulation sont des eaux susceptibles d'être polluées. Avant d'être rejetées dans le réseau des eaux pluviales communal (point de rejet n°2), l'ensemble des eaux pluviales du site est traité par 3 séparateurs d'hydrocarbures/débourbeurs. Ce séparateur est entretenu de façon à assurer son fonctionnement nominal. Les boues et les eaux de curage des séparateurs sont enlevées puis traitées dans des installations dûment autorisées à cet effet aussi souvent que nécessaire et au moins une fois par an. Les bordereaux de suivi des déchets sont mis à la disposition de l'inspection des installations classées.

Constats :
L'exploitant a fait procéder aux curages des séparateurs hydrocarbures en date du 03/06/2024.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 9 : Déchets non dangereux

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 25/02/2009, article 5.3.2
Thème(s) : Risques chroniques, Gestion des déchets
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Les déchets non dangereux (bois, papier, verre, textile, plastique, caoutchouc, etc.) et non souillés par des produits toxiques ou polluants peuvent être récupérés, valorisés ou éliminés dans les mêmes conditions que les ordures ménagères, dans les conditions fixées par les articles L.2224-14 et R 2224-28 du Code général des collectivités territoriales.</p> <p>Les seuls modes d'élimination autorisés pour les déchets d'emballage sont la valorisation par réemploi, le recyclage ou toute autre action visant à obtenir des matériaux utilisables ou de l'énergie. Cette disposition n'est pas applicable aux détenteurs de déchets d'emballage qui en produisent un volume hebdomadaire inférieur à 1 100 litres et qui les remettent au service de collecte et de traitement des communes dans les conditions visées à l'alinéa précédent (référence : article R.543-67 du Code de l'environnement).</p>
<p>Constats :</p> <p>L'exploitant procède au tri des déchets recyclables traités sur site.</p> <p>Les cartons sont compactés et chargés dans une semi à disposition à quai.</p> <p>Les plastiques d'emballages et de cerclages sont disposés dans des poubelles réparties dans l'entrepôt puis enlevés par le prestataire extérieur.</p> <p>Les mobiliers hors d'usage de retour client sont enlevés par la société Eco-mobilier.</p> <p>Le tri est également effectué dans les bureaux et autres espaces communs.</p> <p>L'activité de l'établissement ne génère pas d'autres types de déchets.</p>
Type de suites proposées : Sans suite

N° 10 : Protection contre la foudre

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 25/02/2009, article 7.3.3
Thème(s) : Risques accidentels, Protection contre la foudre
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Les installations sur lesquelles une agression par la foudre peut être à l'origine d'évènements susceptibles de porter gravement atteinte, directement ou indirectement à la sécurité des installations, à la sécurité des personnes ou à la qualité de l'environnement, sont protégées contre la foudre en application de l'arrêté ministériel en vigueur.</p>
<p>Constats :</p> <p>L'exploitant a présenté le rapport annuel de vérification des équipements de protection contre le risque foudre. Un contrôle visuel a été réalisé en date du 27/02/2024 et transmis le rapport complet de vérification du 07/02/2023. Les installations sont conformes.</p>
Type de suites proposées : Sans suite